

Note de présentation brève et synthétique du budget primitif 2026

Budget Lotissement 60101

I. Le cadre général du budget primitif

L'article L 2313-1 du Code général des collectivités territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles soit jointe au budget primitif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. La présente note répond à cette obligation.

Le budget primitif retrace l'ensemble des dépenses et des recettes prévues pour une année civile. Par cet acte, le Maire, ordonnateur, est autorisé à encaisser les recettes et payer les dépenses qui y sont inscrites. Il constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel qui respecte les grands principes budgétaires : annualité, unité, universalité, équilibre et antériorité. Il doit être voté par le Conseil municipal avant le 15 avril de l'année à laquelle il se rapporte ou le 30 avril les années de renouvellement du Conseil, puis transmis au représentant de l'État dans le cadre du contrôle de légalité dans les 15 jours qui suivent son approbation.

Le budget primitif du budget Lotissement a été voté le 29 avril 2026 par le Conseil municipal. Ce budget ayant été créé en 2026, il n'y a donc ni résultats budgétaires antérieurs ni restes à réaliser. Il peut être consulté sur simple demande au secrétariat de la mairie aux heures d'ouverture des bureaux.

Ce budget a pour objet la réalisation et la commercialisation de terrains aménagés dans le cadre d'un lotissement visant à accueillir de l'habitat. Les activités liées à ce lotissement sont individualisées pour plusieurs raisons : pour connaître le coût de l'opération, parce que cette opération entre dans le champ de la TVA et parce que ce budget permet une comptabilité de stocks de terrains.

Comptablement, le budget est structuré en 2 sections, celle de fonctionnement et celle d'investissement.

Le but de ce type de budget n'est pas de comptabiliser ces terrains comme des immobilisations (soit de l'investissement) pour la commune mais de les vendre le plus rapidement possible.

II. La section de fonctionnement

Pour 2026, la section de fonctionnement regroupe l'ensemble des dépenses préalables nécessaires à la réalisation de l'opération de création du lotissement et les recettes permettant l'intégration du stock de terrain.

Les principales dépenses et recettes de fonctionnement

Dépenses	Montant en €	Recettes	Montant en €
	BP 2026		BP 2026
Chapitre 011	285 000.00 €	Chapitre 70	0.00 €
Chapitre 65	0.00 €	Chapitre 74	0.00 €
Chapitre 66	0.00 €	Chapitre 75	0.00 €
		Chapitre 77	0.00 €
Total dépenses réelles	285 000.00 €	Total recettes réelles	0.00 €
Chapitre 042	0.00 €	Chapitre 042	285 000.00 €
Chapitre 043	0.00 €	Chapitre 043	0.00 €
Total opération d'ordre	0.00 €	Total opération d'ordre	0.00 €
Déficit reporté 002	0.00 €	Excédent reporté 002	0.00 €
Total général	285 000.00 €	Total général	285 000.00 €

En 2026, les dépenses de fonctionnement sont constituées du chapitre suivant :

Chapitre 011 - Charges à caractère général - comprenant l'acquisition d'un terrain pour 50 000 € et les travaux de voirie et réseaux divers pour 235 000.00 €.

Ne sont pas prévues de dépenses d'ordre et s'agissant de l'année de création du budget, il n'y a pas de déficit reporté.

En 2026, les recettes de fonctionnement sont regroupées dans le chapitre suivant :

Chapitre 042 – Opération d'ordre entre sections. Il s'agit d'intégrer la valeur des terrains et travaux au stock final pour un montant de 285 000 €.

En 2026, le budget ne prévoit pas encore de vente de terrains. En cas de vente de terrain, une dépense de fonctionnement sera comptabilisée au chapitre 042 et une recette d'investissement sera constituée par la baisse du stock final.

Les dépenses et les recettes totales de fonctionnement s'équilibrent à hauteur de 285 000.00 €.

III. La section d'investissement

Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la Commune à moyen ou long terme. Elle concerne des actions, dépenses ou recettes, à caractère exceptionnel. Les dépenses sont financées par des ressources propres, par des subventions et éventuellement par l'emprunt. La section d'investissement est par nature celle qui modifie ou enrichit le patrimoine de la collectivité. Dans le cadre des budgets de lotissement, le but n'est pas d'augmenter l'actif de la collectivité mais de vendre les terrains.

Vue d'ensemble de la section d'investissement

Dépenses	Montant en €	Recettes	Montant en €
16 -Emprunts et dettes - Cautions	0.00 €	16- Emprunts - cautions	285 000.00 €
Total dépenses réelles	0.00 €	Total recettes réelles	285 000.00 €
040 – Opération d'ordre entre section	285 000.00 €	040 – Opération d'ordre entre section	0.00 €
Total opérations d'ordre	0.00 €	Total opération d'ordre	0.00 €
001 - Déficit d'investissement reporté	0.00 €	001 -Excédent d'investissement reporté	0.00 €
Total général	285 000.00 €	Total général	285 000.00 €

En 2026, les recettes d'investissement comprennent des recettes au chapitre suivant :

Chapitre 16 – Emprunt – En effet, pour l'acquisition des terrains et la réalisation des travaux de voirie et VRD, un emprunt a été prévu.

Il n'y a pas de recette d'ordre prévue en 2026.

Les dépenses d'investissement sont constituées du chapitre :

Chapitre 040 – Opération d'ordre entre section : dans le cadre de ce chapitre, il s'agit de comptabiliser le prix de revient de l'aménagement en constatant une dépense d'investissement et une recette de fonctionnement (opération d'ordre).

Les dépenses et les recettes totales d'investissement s'équilibrent à hauteur de 285 000.00 €.

État de la dette

Dans le cadre de l'opération du lotissement, un emprunt à hauteur de 285 000 euros a été budgétisé. Cet emprunt permettra l'acquisition du terrain et sa viabilisation.